

En mouvement

Europe : la solidarité avec la Palestine au creux de la vague ?

dimanche 23 septembre 2007, par [SCHNEBLI Tobias](#) (Date de rédaction antérieure : 5 septembre 2007).

A la fin du mois d'août, dans les locaux du Parlement européen, s'est tenue la conférence annuelle que le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien de l'ONU organise conjointement avec les principaux réseaux internationaux de solidarité avec le peuple palestinien. Il faut rappeler que ce comité ne doit sa survie qu'à la volonté des Etats du Sud, qui votent sa reconduction année après année, malgré l'opposition des Etats-Unis et d'Israël et l'abstention des pays européens. Le Sénégal, Cuba, la Malaisie et la Palestine composent la présidence du comité, et la cinquantaine d'ambassadeurs qui assistaient aux travaux ne provenaient que d'Etats du Sud (et non des moindres : Chine, Inde, Brésil, Argentine,...).

L'accord arraché à la présidence du parlement européen pour la tenue de la conférence constituait déjà un succès remarquable pour les organisations européennes de la solidarité. Les contestations par des organisations filo-israéliennes ainsi que des europarlementaires polonais qui avaient qualifié la conférence de « anti-israélienne » ont contribué à donner une visibilité accrue à la conférence. Mais le nombre – plus important que jamais – de militant-e-s et activistes venus, de toute l'Europe et d'ailleurs, débattre du rôle et des possibilités d'action pour les mouvements de solidarité, ainsi que l'ambiance constructive sont probablement à mettre sur le compte d'une volonté générale de faire face, avec un nouvel élan, à une situation qui n'a jamais été aussi difficile, matériellement et surtout politiquement, dans la Palestine divisée d'aujourd'hui.

Sur cet aspect, on a remarqué les appels de nombreux Palestiniens présents (Mustafa Barghouti, Ilan Halevi entre autres) à retrouver l'unité de la représentation politique palestinienne face à l'oppression israélienne.

Si le mot apartheid semble désormais de plus en plus utilisé pour définir l'oppression israélienne (le titre du livre de Jimmy Carter y contribuant largement), les discussions autour de l'appel Boycott, Désinvestissements, Sanctions (BDS) continuent. Sur cette question nous partageons largement le souhait exprimé à la conférence par Michel Warschawski : qu'au lieu de poursuivre les dispendieuses discussions sur l'adoption de l'appel BDS, on passe à la mise en œuvre de campagnes et actions pour enfin exercer des pressions concrètes sur l'Etat d'Israël.

Les campagnes à activer ou à développer sont multiples. Il y a une urgence absolue pour faire lever le blocus qui fait suffoquer matériellement et politiquement Gaza. L'Union Européenne y a une responsabilité directe puisque ce sont des policiers UE qui cautionnent la fermeture permanente du point de passage de Rafah. Une fois de plus, il faudrait rappeler à la Suisse ses engagements, pour faire appliquer au moins la liberté de circulation pour les habitant-e-s de Gaza. Il y a plusieurs campagnes à poursuivre, l'arrêt de tout commerce d'armes avec Israël est un objectif qui jouit d'un très large consensus. Le 29 novembre, journée internationale de solidarité avec la Palestine, sera un rendez-vous important, à la fois pour revendiquer la levée du blocus de Gaza, mais aussi pour préparer la mobilisation en vue du 15 mai 2008. Face aux célébrations du sixième anniversaire de la naissance de l'Etat d'Israël, le mouvement de solidarité international a une tâche qui pourrait

se résumer ainsi : faire reconnaître l'énorme injustice que subit le peuple palestinien depuis 60 ans.

P.-S.

* Paru dans le périodique suisse « solidaritéS » n°113 (05/09/2007), p. 2.